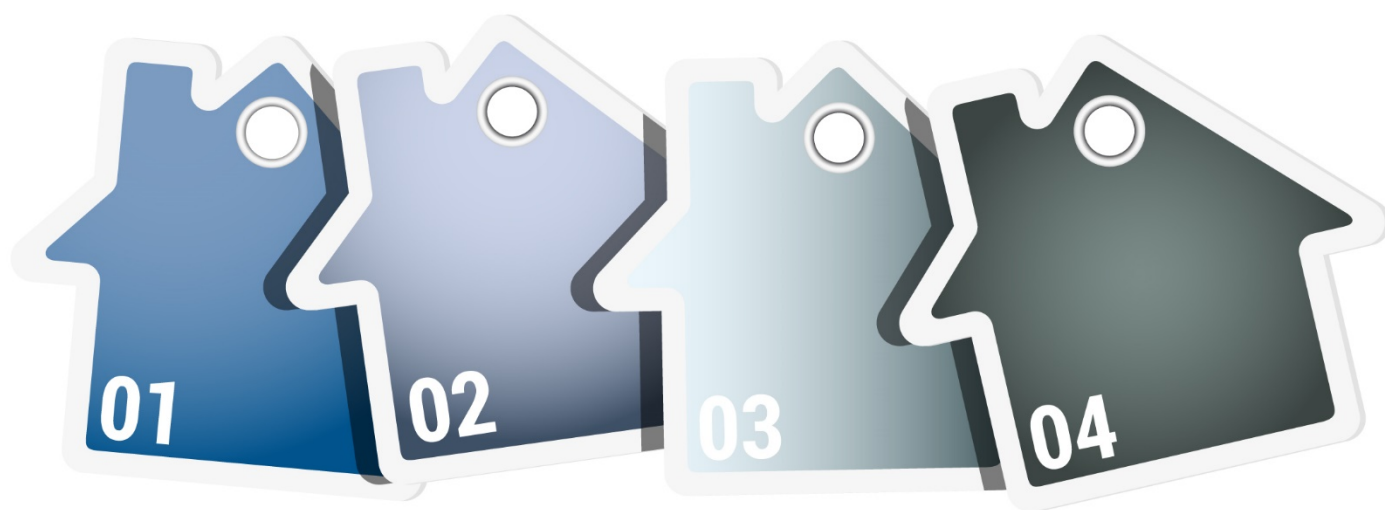


PALMARÈS DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC 2016:  
**TENDANCES**  
**ET PERSPECTIVES**



Créé en 2009, le Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal mène une double mission. Il se consacre d'abord à la recherche sur la productivité et la prospérité en ayant comme principaux sujets d'étude le Québec et le Canada. Ensuite, il veille à faire connaître les résultats obtenus en organisant des activités de transfert, de vulgarisation et, ultimement, d'éducation.

Pour en apprendre davantage sur le Centre ou pour obtenir des exemplaires de ce document, visitez le [www.hec.ca/cpp](http://www.hec.ca/cpp) ou écrivez-nous, à [info.cpp@hec.ca](mailto:info.cpp@hec.ca).

*Palmarès des municipalités du Québec 2016 :  
Tendances et perspectives*

### **Auteurs**

Jonathan Deslauriers

Robert Gagné

Jonathan Paré

Centre sur la productivité et la prospérité  
HEC Montréal  
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine  
Montréal (Québec) Canada H3T 2A7  
Téléphone : 514 340-6449

Dépôt légal : deuxième trimestre 2016  
ISBN : 978-2-924208-47-2  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2016  
Bibliothèque et Archives Canada, 2016

Cette publication a bénéficié du soutien financier du ministère des Finances du Québec.

Photo de la couverture : © iStockPhoto / Dragan Grkic

© 2016 Centre sur la productivité et la prospérité, HEC Montréal

# TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	3
À PROPOS.....	4
NOTE DU MAMOT.....	5
DÉPENSES MUNICIPALES PAR HABITANT.....	6
CROISSANCE DES DÉPENSES MUNICIPALES : REVIREMENT EN 2014.....	8
PERSPECTIVE RÉGIONALE.....	9
ORIGINE DE LA CROISSANCE PAR TYPE DE SERVICE MUNICIPAL.....	11
ORIGINE DE LA CROISSANCE PAR TYPE DE DÉPENSES.....	12
VOIRIE : PERSPECTIVE RÉGIONALE.....	13
VOIRIE : DÉPENSES PAR GROUPE DE RÉFÉRENCE.....	14
DÉNEIGEMENT : PERSPECTIVE RÉGIONALE.....	15
DÉNEIGEMENT : DÉPENSES PAR GROUPE DE RÉFÉRENCE.....	16
SERVICES POLICIERS : DES ÉCONOMIES POTENTIELLES POUR LES MUNICIPALITÉS DE MOINS DE 50 000 HABITANTS.....	17
RÉMUNÉRATION MOYENNE PAR EMPLOI : GRADATION EN FONCTION DE LA TAILLE DES MUNICIPALITÉS.....	18

# À PROPOS

Publié en complément du *Palmarès des municipalités du Québec 2016, Tendances et perspectives* souligne les principaux éléments qui se dégagent de l'évolution des dépenses municipales au Québec. Considérés en parallèle de [l'outil interactif proposé par le Centre sur la productivité et la prospérité](#), ces éléments devraient permettre aux utilisateurs du Palmarès de mieux saisir la nature de l'information qui y est véhiculée. Vous pouvez vous référer à la [Méthodologie du Palmarès](#) afin de mettre en contexte l'information présentée dans *Tendances et perspectives*.

# NOTE DU MAMOT

Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire exige l'inclusion de la notice suivante :

« Le MAMOT est d'avis que toute comparaison entre organismes n'a de sens que si les facteurs d'influence sont bien connus de même que les spécificités de chaque indicateur de gestion, et ce, pour chacun des organismes municipaux inclus dans la comparaison. »

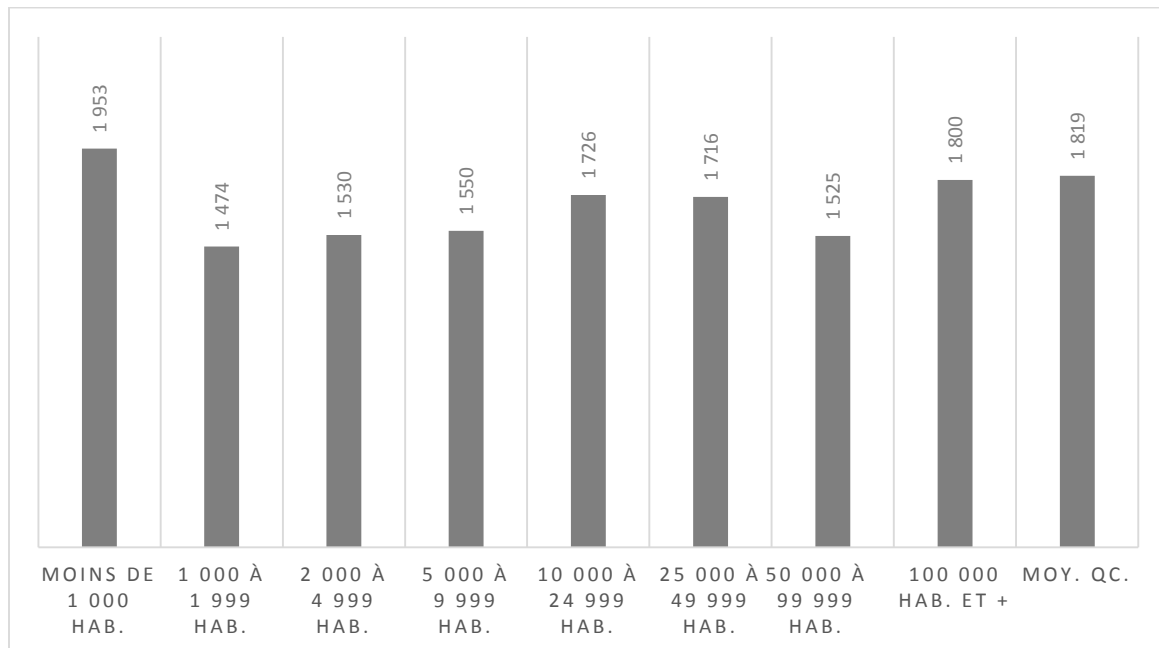
## DÉPENSES MUNICIPALES PAR HABITANT

Lorsqu'on regroupe les municipalités par groupe de référence, c'est-à-dire en fonction de leur taille respective, il apparaît que :

- Les municipalités de moins de 1 000 habitants affichent non seulement le niveau de dépenses par habitant le plus élevé (Graphique 1), mais elles ont également enregistré la plus forte croissance entre 2009 et 2014 (Graphique 2).
- La croissance annuelle moyenne la plus faible a été observée dans le groupe des 10 000 à 24 999 habitants (2,8 %).
- Les municipalités de 50 000 à 99 999 habitants affichent le plus faible niveau de dépenses par habitant parmi les municipalités de grande taille, soit celles de 10 000 habitants et plus.

### GRAPHIQUE 1

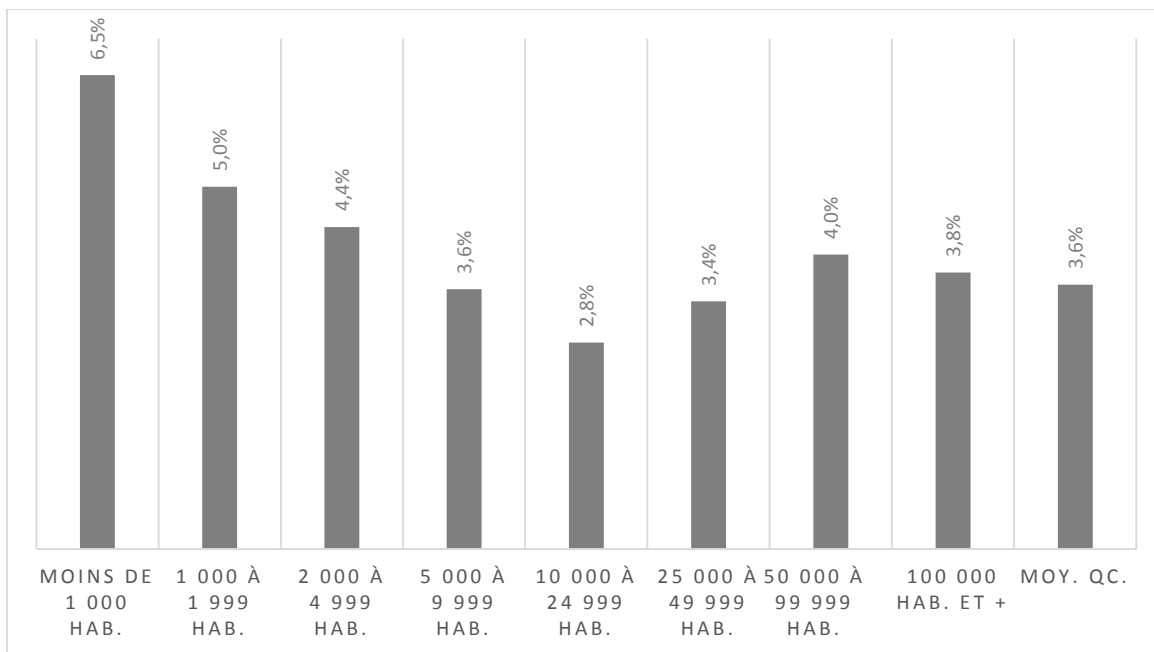
#### DÉPENSES MUNICIPALES PAR HABITANT SELON LE GROUPE DE RÉFÉRENCE, 2014



Note: les niveaux de dépenses municipales par groupe de référence sont établis à partir d'une moyenne arithmétique de manière à accorder le même poids aux municipalités qui composent un même groupe. La moyenne provinciale mesure le niveau des dépenses par habitant de l'ensemble du palier administratif municipal et est établie à partir d'une moyenne pondérée de l'ensemble des municipalités du Québec. Source : Rapport financier 2014 consolidé des municipalités, MAMOT.

## GRAPHIQUE 2

### CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DES DÉPENSES MUNICIPALES PAR HABITANT SELON LE GROUPE DE RÉFÉRENCE ENTRE 2009-2014



Note: les croissances par groupe de référence sont établies à partir d'une moyenne arithmétique des croissances annuelles des dépenses par habitant des municipalités qui composent chacun des groupes de référence. La moyenne provinciale est une moyenne arithmétique des croissances observée dans chacun des groupes de référence. Source : Rapport financier 2014 consolidé des municipalités, MAMOT.

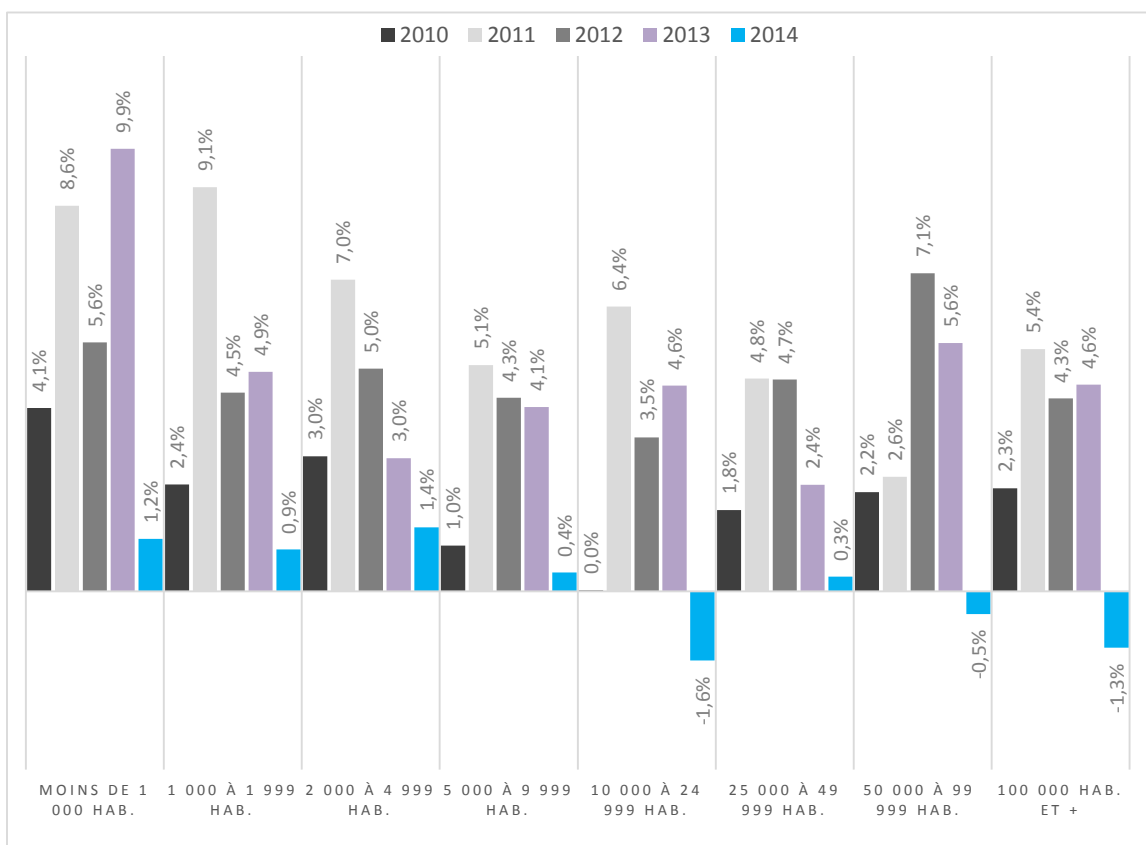
## CROISSANCE DES DÉPENSES MUNICIPALES : REVIREMENT EN 2014

En 2014, la croissance des dépenses municipales par habitant a été moins importante qu'elle ne l'a été au cours des quatre années précédentes :

- Les municipalités de 10 000 à 24 999 habitants ont enregistré une baisse moyenne de 1,6 % en 2014, un résultat qui contraste avec celui observé au cours des années précédentes.
- Les municipalités de 50 000 à 99 999 habitants et celles de 100 000 habitants et plus affichent des résultats similaires avec des croissances moyennes respectives de - 0,5 % et - 1,3 %.
- Dans les autres groupes de référence, la croissance observée en 2014 a été positive mais largement inférieure à celle observée au cours des années précédente. C'est notamment le cas des municipalités de moins de 1 000 habitants où la croissance moyenne des dépenses par habitant a été de 1,2 % en 2014 alors que l'année précédente, la croissance avait été de 9,9 %.

### GRAPHIQUE 3

#### CROISSANCE ANNUELLE DES DÉPENSES PAR HABITANT SELON LE GROUPE DE RÉFÉRENCE



Note: Les croissances par groupe de référence sont établies à partir d'une moyenne arithmétique des croissances annuelles des dépenses par habitant des municipalités qui composent chacun des groupes de référence. Source : Rapport financier 2014 consolidé des municipalités, MAMOT.



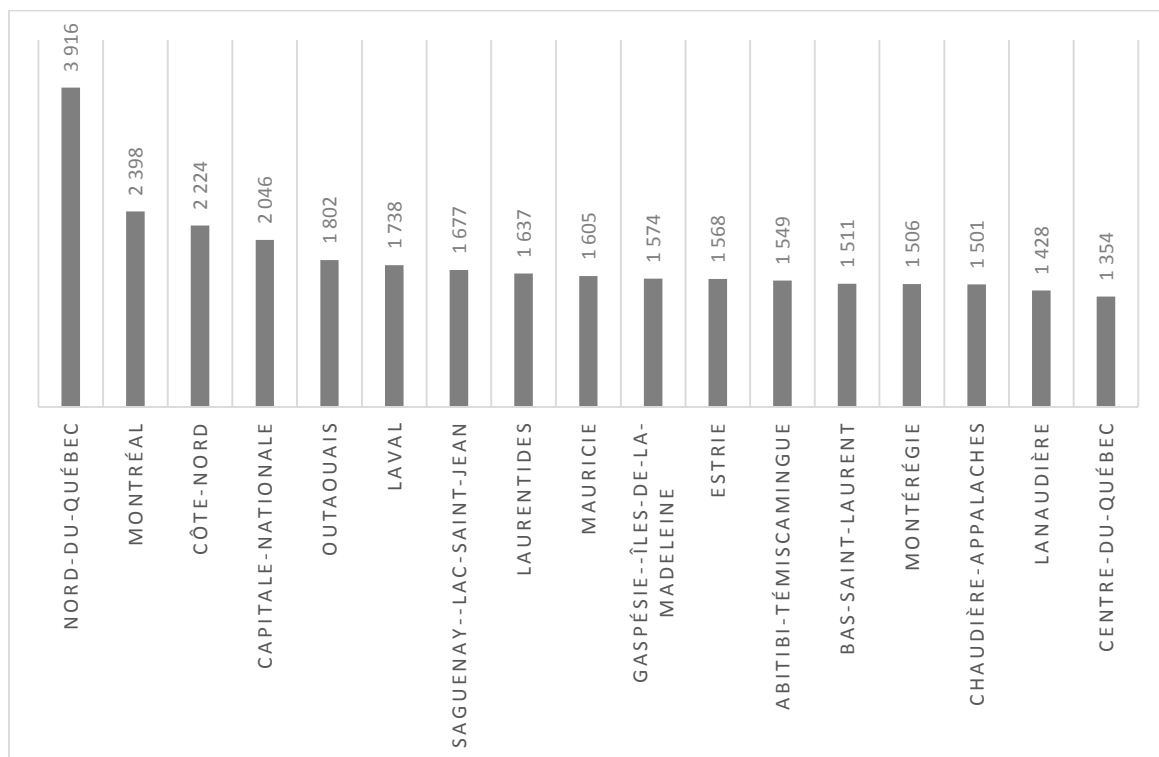
## PERSPECTIVE RÉGIONALE

Le fait de considérer l'évolution des dépenses municipales dans une perspective régionale permet de souligner certaines tendances :

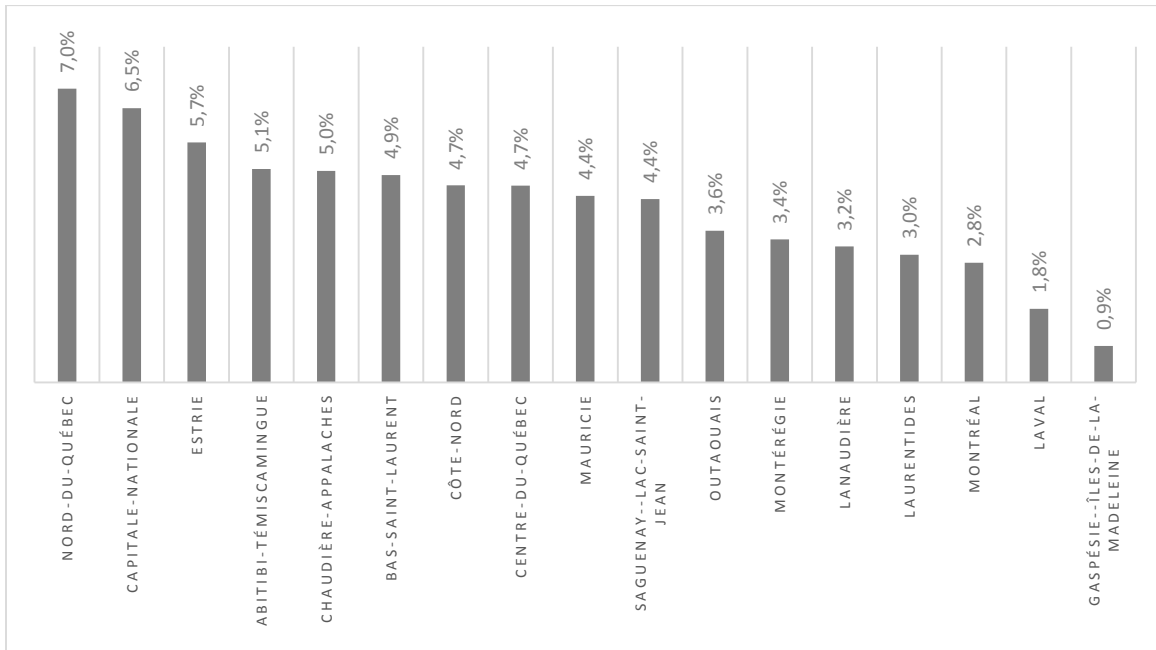
- Les municipalités situées dans la région du Nord-du-Québec occupent le haut du classement en matière de dépenses moyennes par habitant (Graphique 4) et au chapitre de la croissance observée entre 2009 et 2014 (Graphique 5);
- Le niveau de dépenses par habitant le plus faible est observé dans la région du Centre-du-Québec (1 534 \$ par habitant). La région se situe en milieu de peloton en matière de croissance.
- La croissance annuelle moyenne la plus faible est observée en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (0,9 %). La région se situe en milieu de peloton en matière de dépenses par habitant (1 574 \$ par habitant).

### GRAPHIQUE 4

#### DÉPENSES MUNICIPALES PAR HABITANT SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE, 2014



Note: Les niveaux de dépenses par habitant régionaux sont établis à partir d'une moyenne pondérée de manière à considérer la taille des municipalités qui desservent une même région. Source : Rapport financier 2014 consolidé des municipalités, MAMOT.

**GRAPHIQUE 5****CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE DES DÉPENSES MUNICIPALES PAR HABITANT SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE, 2009-2014**

Note: Les croissances régionales sont des croissances géométriques de la moyenne pondérée des dépenses par habitant d'une région donnée pour les années 2009 et 2014. La pondération de chaque ville d'une région donnée est établie en fonction de leur poids en termes de population. Source : Rapport financier 2014 consolidé des municipalités, MAMOT.

## ORIGINE DE LA CROISSANCE PAR TYPE DE SERVICES MUNICIPAUX

Les services municipaux à l'origine de la croissance des dépenses varient selon la taille des municipalités :

- Dans les municipalités de 100 000 habitants et plus, la croissance des coûts liés aux services de sécurité publique explique 37 % de la croissance des dépenses par habitant (police, sécurité incendie, sécurité civile). Il s'agit de la plus importante source de croissance.
- La croissance des coûts liés aux services de sécurité publique est également le principal facteur de croissance dans les municipalités de 5 000 à 9 999 habitants et dans les villes de 50 000 à 99 999 habitants.
- Dans les municipalités de moins de 2 000 habitants, les services liés au transport (principalement la voirie et le déneigement) expliquent plus du quart de la croissance des dépenses par habitant.
- Les services liés aux loisirs et à la culture sont les principaux facteurs d'accroissement des dépenses dans les municipalités de 10 000 à 24 999 habitants et dans les municipalités de 25 000 à 49 999 habitants.

**TABLEAU 1**

### SOURCES DE LA CROISSANCE DES DÉPENSES PAR HABITANT ENTRE 2009 ET 2014 SELON LE GROUPE DE RÉFÉRENCE ET LE TYPE DE SERVICES MUNICIPAUX

	1000 hab. et moins	1000 à 1999 hab.	2000 à 4999 hab.	5000 à 9999 hab.	10000 à 24999 hab.	25000 à 49999 hab.	50000 à 99999 hab.	100000 hab. et plus
Administration générale	25%	22%	<b>30%</b>	10%	14%	7%	11%	23%
Sécurité publique	12%	15%	14%	<b>31%</b>	19%	19%	<b>27%</b>	<b>37%</b>
Transport	<b>27%</b>	<b>27%</b>	23%	23%	25%	26%	19%	11%
Hygiène du milieu	18%	18%	18%	9%	8%	13%	12%	18%
Santé et bien-être	0%	0%	0%	0%	0%	0%	1%	1%
Aménagement, urbanisme et développement	6%	6%	-2%	4%	8%	6%	9%	1%
Loisir et culture	8%	13%	17%	23%	<b>27%</b>	<b>29%</b>	19%	16%
Réseau Électricité	0%	0%	0%	0%	0%	2%	0%	0%
Frais de financement	3%	0%	0%	-1%	0%	-2%	2%	-7%
Dépenses municipales	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Note : Les dépenses des groupes de référence sont établies par une moyenne pondérée des dépenses des municipalités qui les composent.

## ORIGINE DE LA CROISSANCE PAR TYPE DE DÉPENSES

Les sources de la croissance des dépenses municipales varient selon la taille des municipalités :

- L'achat de biens et de services est le principal facteur de croissance dans les municipalités de moins de 2 000 habitants. La faible taille de ces municipalités expliquerait cette situation, ces dernières devant recourir à des services externes pour combler des services effectués à l'interne dans les municipalités de plus grande taille;
- La rémunération explique plus de 40 % de la croissance des dépenses dans les municipalités de 5 000 habitants et plus, ce qui semble appuyer l'hypothèse soulevée au sujet des municipalités de petite taille.
- Dans les municipalités de 100 000 habitants et plus, les contributions versées aux autres organismes constituent le principal facteur d'accroissement des dépenses municipales. Le mode de financement par quote-part des agglomérations de Québec, Montréal et Longueuil pourrait expliquer ce résultat.

**TABLEAU 2**

### SOURCES DE LA CROISSANCE DES DÉPENSES PAR HABITANT ENTRE 2009 ET 2014 SELON LE GROUPE DE RÉFÉRENCE

	1000 hab. et moins	1000 à 1999 hab.	2000 à 4999 hab.	5000 à 9999 hab.	10000 à 24999 hab.	25000 à 49999 hab.	50000 à 99999 hab.	100000 hab. et plus
Rémunération et charges sociales	27%	29%	<b>32%</b>	<b>41%</b>	<b>44%</b>	<b>47%</b>	<b>44%</b>	44%
Biens et services	<b>40%</b>	<b>49%</b>	30%	35%	13%	13%	13%	-2%
Frais de financement	3%	0%	0%	-1%	0%	-2%	2%	-7%
Contributions à des organismes	11%	13%	5%	8%	31%	23%	21%	<b>48%</b>
Amortissement	26%	28%	26%	28%	29%	26%	26%	29%
Autres	2%	-2%	14%	-5%	-8%	-2%	-3%	-7%
Moins : Services rendus	9%	18%	7%	5%	9%	5%	3%	5%
Dépenses municipales	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Note : Les dépenses des groupes de référence sont établies par une moyenne pondérée des dépenses des municipalités qui les composent.

## VOIRIE : PERSPECTIVE RÉGIONALE

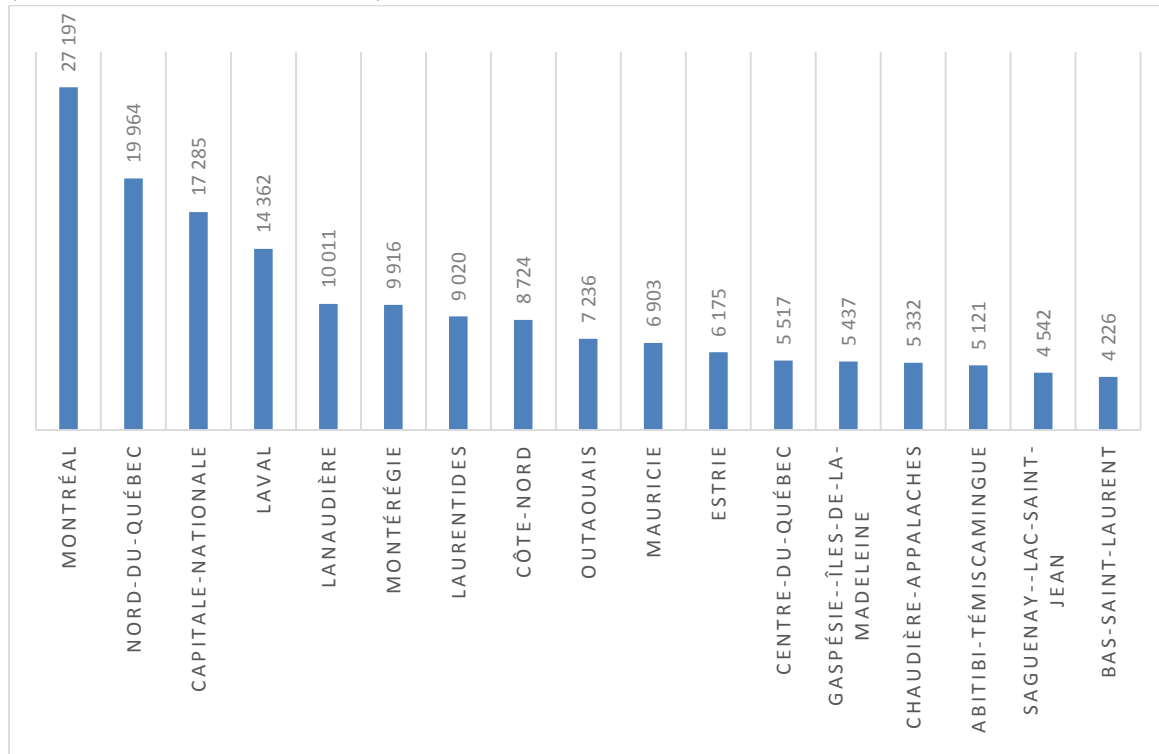
Le coût d'entretien du réseau routier par kilomètre de voie varie considérablement selon la région :

- Avec un coût moyen de 27 197 \$ par km, la région administrative de Montréal se hisse en tête du classement. Le coût par km est 1,9 fois plus élevé dans la région de Montréal qu'il ne l'est à Laval.
- La région du Bas-Saint-Laurent affiche le coût par kilomètre le plus faible. L'écart qui sépare les régions qui se positionnent dans le bas du classement est marginal.

### GRAPHIQUE 6

#### COÛT DE L'ACTIVITÉ VOIRIE PAR KILOMÈTRE DE VOIE SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE, 2014

(EN DOLLARS PAR KILOMÈTRE DE VOIE)



Note: Les niveaux régionaux de dépenses par kilomètre sont établis à partir d'une moyenne pondérée de manière à considérer la taille des municipalités qui desservent une même région. Source : Rapport financier 2014 consolidé des municipalités, MAMOT. Indicateurs de gestion 2014, MAMOT.

## VOIRIE : DÉPENSES PAR GROUPE DE RÉFÉRENCE

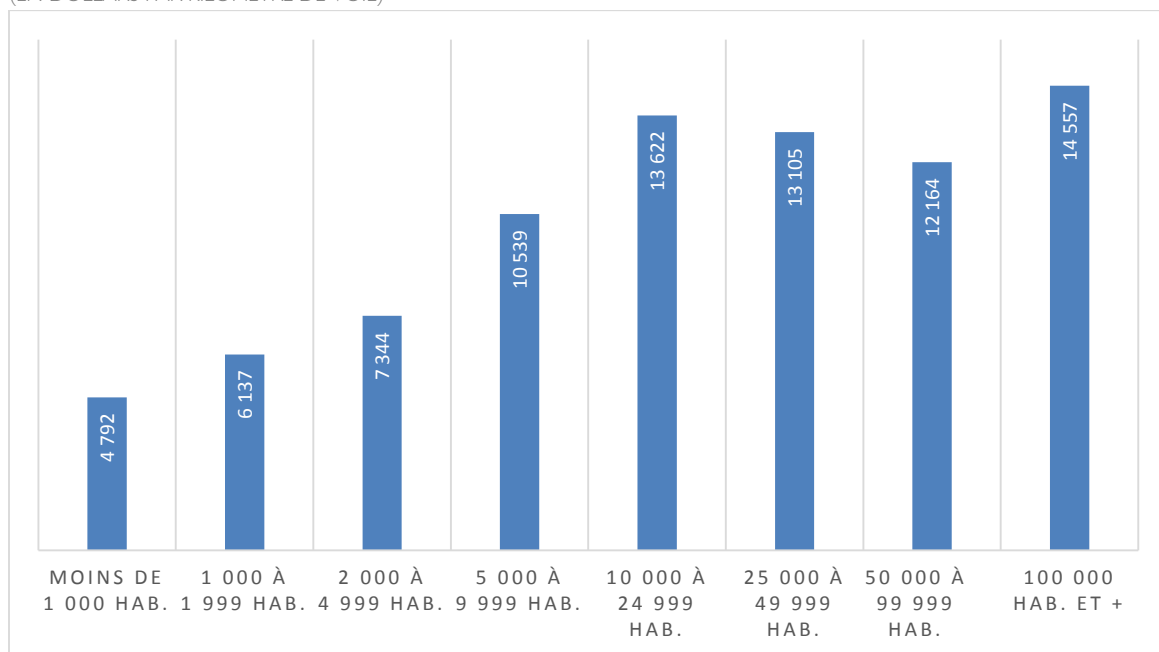
Le coût d'entretien du réseau routier par kilomètre de voie est plus élevé dans les municipalités de grande taille :

- En 2014, le coût moyen de l'entretien du réseau routier par kilomètre de voie était 3 fois plus élevé dans les municipalités de 100 000 habitants et plus que dans celles de moins de 1 000 habitants
- Règle générale, le coût d'entretien du réseau routier par kilomètre de voie augmente à mesure que la taille des municipalités s'accroît. Le coût moyen des municipalités de 50 000 à 99 999 habitants est toutefois moins élevé que les groupes des municipalités de 10 000 à 24 999 habitants et de 25 000 à 49 999 habitants.

### GRAPHIQUE 7

#### COÛT DE L'ACTIVITÉ VOIRIE PAR KILOMÈTRE DE VOIE SELON LE GROUPE DE RÉFÉRENCE, 2014

(EN DOLLARS PAR KILOMÈTRE DE VOIE)



Note: Les niveaux de dépenses par kilomètre sont établis à partir d'une moyenne arithmétique. Source : Rapport financier 2014 consolidé des municipalités, MAMOT. Indicateurs de gestion 2014, MAMOT.

## DÉNEIGEMENT : PERSPECTIVE RÉGIONALE

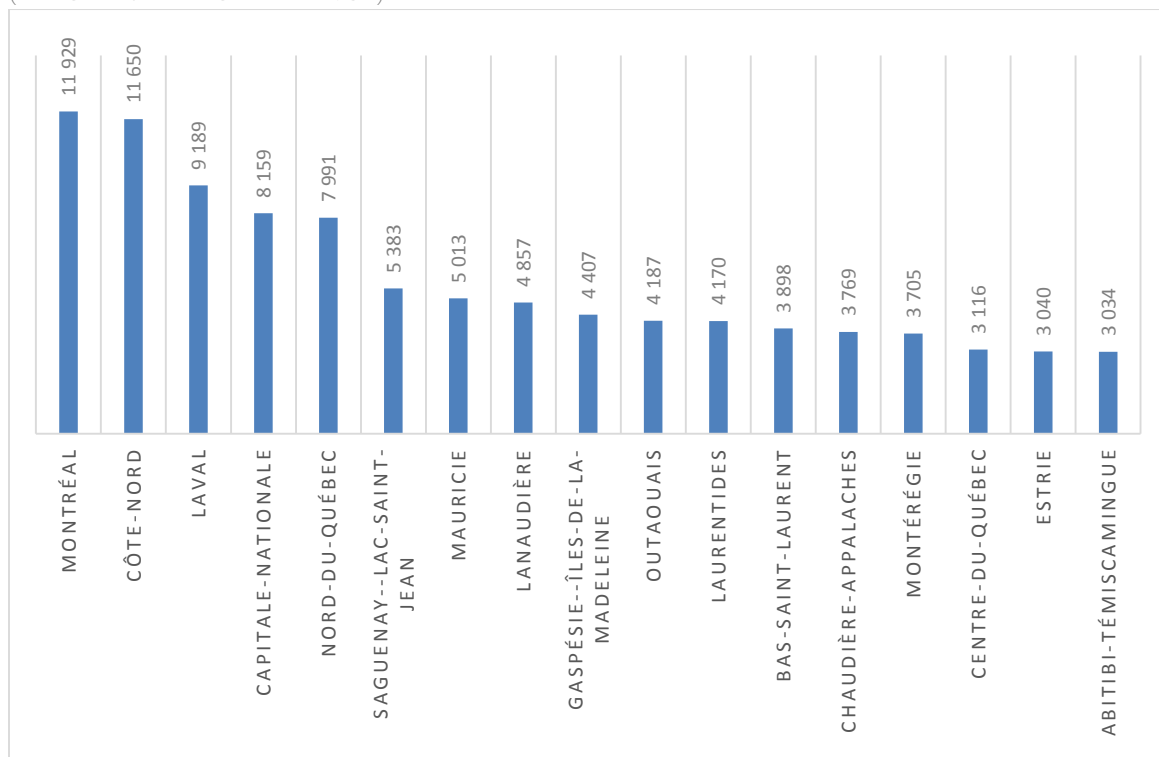
Le coût de déneigement du réseau routier par kilomètre de voie varie considérablement selon la région administrative :

- Avec un coût moyen de 11 929 \$ par km, la région administrative de Montréal se hisse en tête du classement. Le coût par km est 1,3 fois plus élevé dans la région de Montréal qu'il ne l'est à Laval.
- La région de l'Abitibi-Témiscamingue affiche le coût par kilomètre le plus faible. L'écart qui sépare les régions qui se positionnent dans le bas du classement est marginal.

### GRAPHIQUE 8

#### COÛT DU DÉNEIGEMENT PAR KILOMÈTRE DE VOIE SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE, 2014

(EN DOLLARS PAR KILOMÈTRE DE VOIE)



Note: Les niveaux régionaux de dépenses par kilomètre sont établis à partir d'une moyenne pondérée de manière à considérer la taille des municipalités qui desservent une même région. Source : Rapport financier 2014 consolidé des municipalités, MAMOT. Indicateurs de gestion 2014, MAMOT.

## DÉNEIGEMENT : DÉPENSES PAR GROUPE DE RÉFÉRENCE

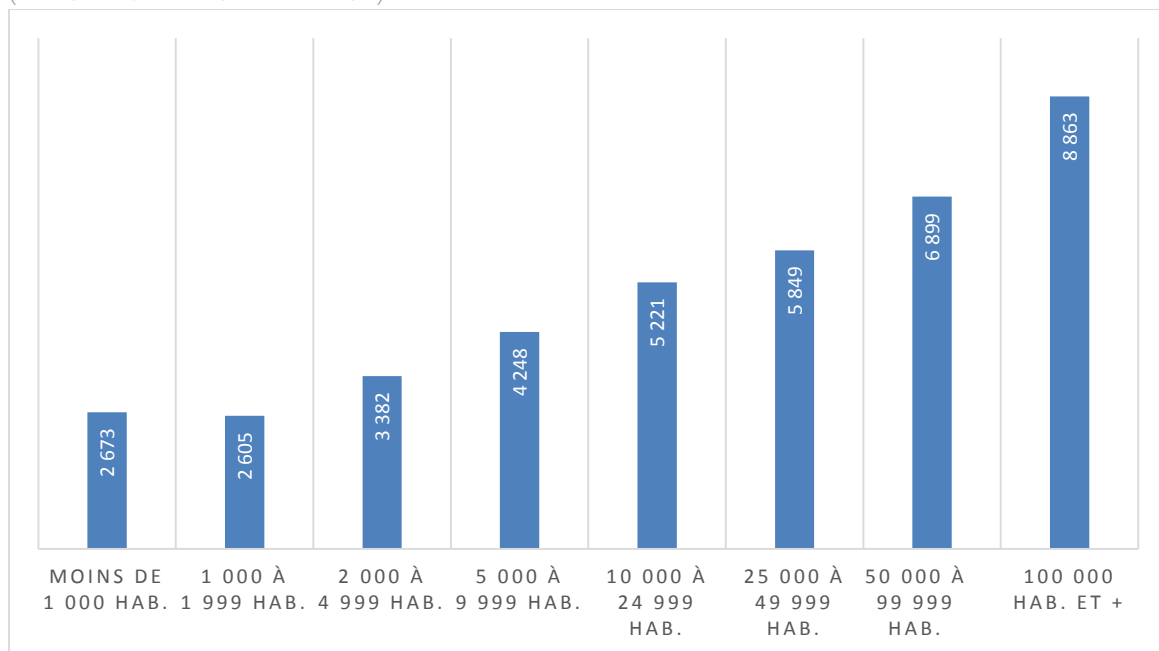
Le coût de déneigement du réseau routier par kilomètre de voie est plus élevé dans les municipalités de grande taille :

- En 2014, le coût moyen de l'entretien du réseau routier par kilomètre de voie était 3,3 fois plus élevé dans les municipalités de 100 000 habitants et plus que dans celles de moins de 1 000 habitants.
- Le coût d'entretien du réseau routier par kilomètre de voie augmente à mesure que la taille des municipalités s'accroît.

### GRAPHIQUE 9

#### COÛT DU DÉNEIGEMENT PAR KILOMÈTRE DE VOIE SELON LE GROUPE DE RÉFÉRENCE, 2014

(EN DOLLARS PAR KILOMÈTRE DE VOIE)



Note: Les niveaux de dépenses par kilomètre sont établis à partir d'une moyenne arithmétique. Source : Rapport financier 2014 consolidé des municipalités, MAMOT. Indicateurs de gestion 2014, MAMOT.



## SERVICES POLICIERS : DES ÉCONOMIES POTENTIELLES POUR LES MUNICIPALITÉS DE MOINS DE 50 000 HABITANTS

Au Québec, les municipalités de 50 000 habitants et plus doivent normalement être desservies par un corps policier municipal, alors que les villes de moins de 50 000 habitants sont généralement desservies par la Sûreté du Québec (SQ)<sup>1</sup>. Des 1 090 municipalités qui comptent moins de 50 000 habitants au Québec, une soixantaine de municipalités sont desservies par un corps policier municipal<sup>2</sup>. Règle générale, ces municipalités paient davantage pour leurs services policiers.

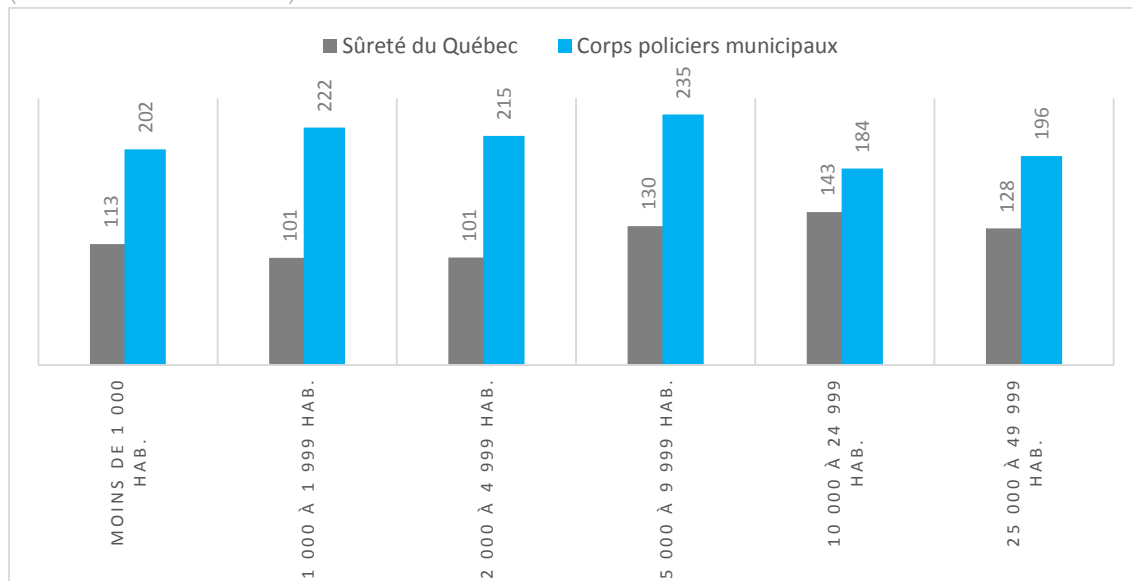
En 2014, le coût moyen de la desserte par un corps policier municipal était :

- 2,1 fois plus élevé que la desserte de la SQ dans les municipalités de 2 000 à 4 999 habitants;
- 1,8 fois plus élevé que la desserte de la SQ dans les municipalités de 5 000 à 9 999 habitants;
- 1,3 fois plus élevé que la desserte de la SQ dans les municipalités de 10 000 à 24 999 habitants;
- 1,5 fois plus élevé que la desserte de la SQ dans les municipalités de 25 000 à 49 999 habitants<sup>3</sup>.

### GRAPHIQUE 10

#### COMPARAISON DU COÛT DU SERVICE DE POLICE PAR HABITANT SELON LA TAILLE DES MUNICIPALITÉS ET LE CORPS POLICIER, 2014

(EN DOLLARS PAR HABITANT)



<sup>1</sup> Certaines particularités sont toutefois observées. Certaines municipalités maintiennent un corps policier municipal même si elles comptent moins de 50 000 habitants. Le cas échéant, ces corps municipaux doivent assurer un niveau de service conforme à celui requis par la loi.

<sup>2</sup> Quelques-unes de ces villes sont desservies par un corps policier municipal à desserte unique, c'est-à-dire que le corps policier est exclusif à leur territoire. Les autres municipalités sont desservies par un corps policier à desserte multiple, c'est-à-dire que plusieurs municipalités sont couvertes par un même corps municipal.

<sup>3</sup> En 2014, trois municipalités de moins de 1 000 habitants, deux municipalités de 1 000 à 1 999 habitants, neuf municipalités de 2 000 à 4 999 habitants, 19 municipalités de 5 000 à 9 999 habitants, 19 municipalités de 10 000 à 24 999 habitants et 11 municipalités de 25 000 à 49 999 habitants étaient desservies par un corps policier municipal. Les villes reconstituées des agglomérations de Montréal, Longueuil et Québec ont été retirées du calcul pour éviter de biaiser à la hausse le coût des services policiers municipaux dans les municipalités de moins de 50 000 habitants.

## RÉMUNÉRATION MOYENNE PAR EMPLOI : GRADATION EN FONCTION DE LA TAILLE DES MUNICIPALITÉS

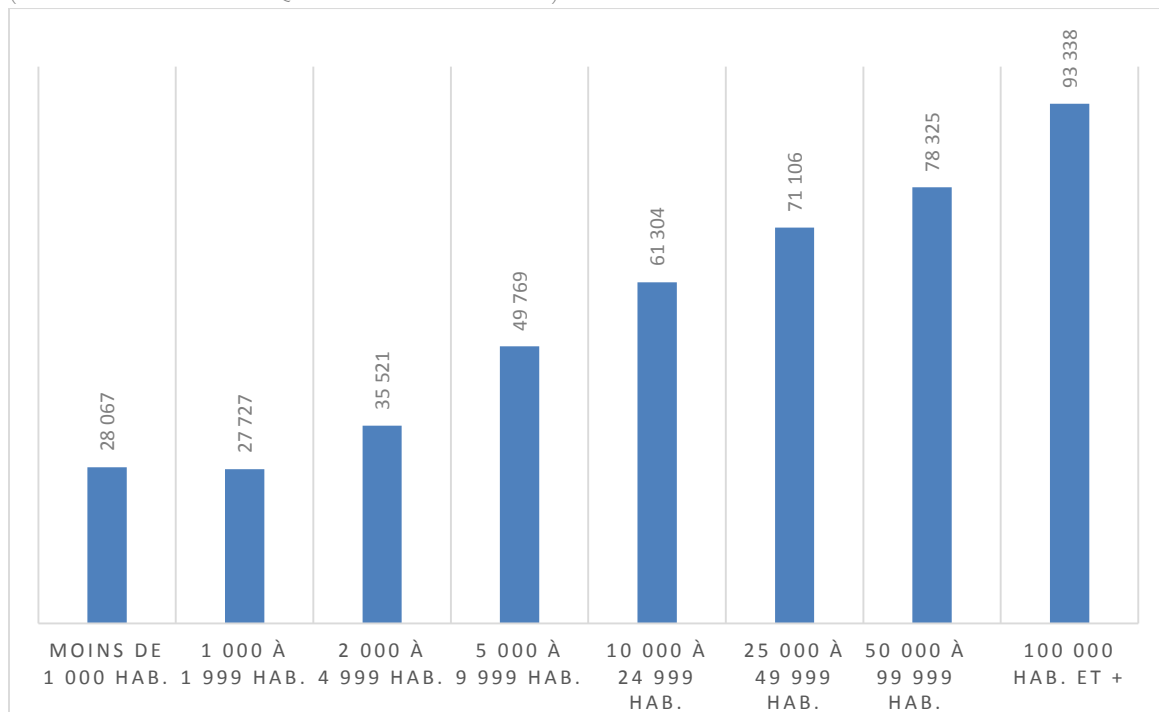
En règle générale, la rémunération moyenne (rémunération et cotisations sociales) s'accroît à mesure que la taille des municipalités augmente.

- En 2014, la rémunération (salaires et avantages sociaux) moyenne par équivalent temps complet<sup>4</sup> était de 93 338 \$ dans les municipalités de 100 000 habitants et plus.
- En 2014, la rémunération moyenne dans les municipalités de 100 000 habitants et plus était :
  - 19 % plus élevée que dans les municipalités de 50 000 à 99 999 habitants;
  - 31 % plus élevée que dans les municipalités de 25 000 à 49 999 habitants;
  - 52 % plus élevée que dans les municipalités de 10 000 à 24 999 habitants.

### GRAPHIQUE 11

#### RÉMUNÉRATION MOYENNE DE L'ENSEMBLE DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX PAR ÉQUIVALENT TEMPS COMPLET SELON LE GROUPE DE RÉFÉRENCE, 2014

(EN DOLLARS PAR EMPLOI ÉQUIVALENT TEMPS COMPLET)



Note: Les rémunérations moyennes par groupe de référence sont établies à partir d'une moyenne arithmétique de manière à accorder le même poids aux municipalités qui composent un même groupe. Source : Rapport financier 2014 consolidé des municipalités, MAMOT.

<sup>4</sup> Inclut les salaires et les cotisations sociales. Le poste rémunération comprend la rémunération versée pour les employés municipaux permanents, temporaires et pour les contractuels. Le nombre d'employés est mesuré en équivalent temps complet, c'est-à-dire en répartissant le nombre d'heures travaillées dans une année selon une semaine normale de travail dans la municipalité.